

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/204493]

17 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux dispositions spécifiques applicables au Département de la Nature et des Forêts

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la sixième réforme de l'État;

Vu le décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, l'article 3, 1^o, modifié par le décret du 27 octobre 2011, et l'article 56;

Vu le Code de la Fonction publique wallonne du 18 décembre 2003, les articles 506 et 509;

Vu l'arrêté royal du 4 décembre 1974 relatif au recrutement des préposés forestiers;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 juin 1986 réglant l'octroi d'allocations d'intérim et d'indemnités pour frais de séjour à certains membres du personnel des services extérieurs du Service Forêts, Chasse, Pêche de l'Inspection générale de l'Environnement et des Forêts du Ministère de la Région wallonne;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 octobre 1989 fixant les conditions particulières d'aptitude physique requises des candidats au grade d'agent technique des Eaux et Forêts;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 mai 1993 portant des dispositions administratives et pécuniaires applicables aux ouvriers forestiers domaniaux;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 1997 relatif aux fonctionnaires de l'Administration forestière;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 1998 relatif à l'indemnisation des dommages causés par certaines espèces animales protégées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 novembre 1998 réglant l'octroi d'une indemnité pour frais de tournée à certains fonctionnaires de l'administration forestière;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 février 2003 relatif à l'uniforme des fonctionnaires de l'administration forestière;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 octobre 2006 octroyant une allocation de fonction aux brigadiers forestiers;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 janvier 2009 portant exécution des articles 38, 39 et 43 du Code forestier;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2013 relatif à l'uniforme des agents du Département de la Police et des Contrôles et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 novembre 2007 relatif à l'uniforme des agents de l'Unité de Répression des Pollutions;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 mars 2015;

Vu l'avis du Ministre de la Fonction publique, donné le 30 avril 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 avril 2015;

Vu le protocole de négociation n^o 675 du Comité de secteur n^o XVI, conclu le 26 juin 2015;

Vu le rapport du 3 septembre 2015 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 57.834/2/V du Conseil d'Etat donné le 19 août 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique et du Ministre de la Nature;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Désignation du personnel visé par le présent arrêté

Article 1^{er}. Sont concernés par le présent arrêté, les agents et membres du personnel contractuel du Département de la Nature et des Forêts de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie suivants :

1^o l'inspecteur général et les directeurs;

2^o les attachés et les premiers attachés, titulaires du métier 6 visé par l'annexe 2 du Code de la Fonction publique wallonne;

3^o les gradués, gradués principaux et premiers gradués, titulaires du métier 57 visé par l'annexe 2 du Code de la Fonction publique wallonne;

4^o les assistants, assistants principaux et premiers assistants, titulaires du métier 72 visé par l'annexe 2 du Code de la Fonction publique wallonne;

5^o les adjoints qualifiés, adjoints principaux et premiers adjoints affectés à un triage, titulaires du métier 85 visé par l'annexe 2 du Code de la Fonction publique wallonne ;

6^o les adjoints qualifiés, adjoints principaux et premiers adjoints, titulaires du métier 77 visé par l'annexe 2 du Code de la Fonction publique wallonne.

Art. 2. § 1^{er}. Ont la qualité d'ingénieur de la nature et des forêts au sens de l'article 3, 1^o, du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, également dénommés « agents forestiers », les agents et membres du personnel contractuel du Département de la Nature et des Forêts visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o.

§ 2. Ont la qualité de préposé de la nature et des forêts au sens de l'article 3, 1^o, du Code forestier, également dénommé « préposé forestier », les agents et membres du personnel contractuel du Département de la Nature et des Forêts visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, 4^o et 5^o.

Peuvent avoir la qualité de préposé forestier affecté à un triage, les préposés forestiers de niveau C.

Ont la qualité de brigadier forestier, les préposés forestiers occupant un emploi d'encadrement de rang C1.

Conformément à l'article 56, alinéa 3, du Code forestier, les préposés forestiers ont la qualité de garde forestier pour les dispositions qui leur reconnaissent un statut spécifique.

Les agents et membres du personnel contractuel de l'Unité anti-braconnage de la Direction de l'anti-braconnage et de la Répression des pollutions du Département de la Police et des Contrôles de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie sont assimilés aux préposés de la nature et des forêts, également dénommés « préposés forestiers », pour la recherche et le constat des infractions au Code rural, au Code forestier, à la loi du 28 février 1882 sur la chasse et à la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale, et pour l'application de l'alinéa 4.

§ 3. Ont la qualité d'ouvrier forestier domanial, les agents et membres du personnel contractuel du Département de la Nature et des Forêts visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6^o.

Ont la qualité d'ouvrier en chef, les ouvriers forestiers domaniaux occupant un emploi d'encadrement de rang D1.

CHAPITRE II. — *Organisation des circonscriptions forestières*

Art. 3. § 1^{er}. Les circonscriptions forestières sont :

- 1^o le triage;
- 2^o la brigade, qui groupe de quatre à huit triages;
- 3^o le cantonnement, qui groupe de neuf à quatorze triages répartis en deux brigades;
- 4^o la direction, qui groupe au minimum quatre cantonnements.

§ 2. Le nombre des circonscriptions forestières est fixé comme suit :

- 1^o triages : 390;
- 2^o brigades : 66;
- 3^o cantonnements : 33;
- 4^o directions : 8.

§ 3. Les limites des directions sont fixées comme suit :

- 1^o Direction d'Arlon : cantonnements d'Arlon, de Florenville, d'Habay-la-Neuve et de Virton;
- 2^o Direction de Dinant : cantonnements de Beauraing, de Bièvre, de Dinant et de Rochefort;
- 3^o Direction de Liège : cantonnements d'Aywaille, de Liège, de Spa et de Verviers;
- 4^o Direction de Malmédy : cantonnements de Bullange, d'Elsenborn, d'Eupen, de Malmedy et de Saint-Vith;
- 5^o Direction de Marche : cantonnements de La Roche-en-Ardenne, de Marche-en-Famenne, de Nassogne et de Vielsalm;
- 6^o Direction de Mons : cantonnements de Chimay, de Mons, de Nivelles et de Thuin;
- 7^o Direction de Namur : cantonnements de Couvin, de Namur, de Philippeville et de Viroinval;
- 8^o Direction de Neufchâteau : cantonnements de Bouillon, de Libin, de Neufchâteau et de Saint-Hubert.

Le directeur général de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement adopte la cartographie détaillée des triages, brigades, cantonnements et directions.

Art. 4. § 1^{er}. Une allocation forfaitaire annuelle de fonction est attribuée :

- 1^o aux brigadiers forestiers qui étaient en fonction au 1^{er} décembre 1994 et ce, jusqu'à leur pension;
- 2^o aux préposés forestiers visés à l'article 1^{er}, 4^o et 5^o, qui exercent la fonction de brigadier forestier en application de l'article 4, § 2, alinéa 1^{er}, 2^o, et ce, pour la période durant laquelle ils exercent cette fonction.

§ 2. Le montant de l'allocation est fixé à 1.785,60 euros. Ce montant est rattaché à l'indice-pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990 conformément à la règle prévue à l'article 514 du Code de la Fonction publique wallonne.

L'allocation est payée par douzièmes mensuels avec le traitement du deuxième mois qui suit le mois auquel elle se rapporte.

Le montant de l'allocation est diminué d'un vingtième par jour ouvrable non presté, à l'exception des congés annuels, des congés de récupération, des jours de congé accordés en compensation d'un jour férié, des jours pour lesquels une dispense de service est accordée ainsi que des jours de congés syndicaux.

CHAPITRE III. — *Délai d'intervention*

Art. 5. En cas d'intervention pendant les heures du régime normal de travail ou pendant les permanences, le préposé forestier affecté à un triage forestier ou piscicole doit être en mesure d'atteindre n'importe quel endroit du triage de manière opérationnelle endéans un délai de 40 minutes.

Les préposés forestiers affectés à un triage qui sont domiciliés dans leur triage sont réputés satisfaire à l'obligation fixée par l'alinéa 1^{er}.

Art. 6. § 1^{er}. L'obligation fixée à l'article 5 est d'application à l'issue de la période de stage ou au plus tard 6 mois après l'entrée en fonction du préposé forestier dans le cas d'un changement d'affectation.

§ 2. Lorsqu'après son entrée en fonction, un préposé forestier affecté à un triage est ou va être dans l'impossibilité de respecter l'obligation fixée à l'article 5, il avertit son chef de cantonnement et introduit concomitamment auprès du secrétaire général du Service public de Wallonie une demande de dérogation motivée.

Le secrétaire général du Service public de Wallonie se consulte avec le Département de la Nature et des Forêts et se prononce sur les modalités de mise en œuvre de la dérogation dans un délai ne dépassant pas un mois. La décision est motivée au regard du délai d'intervention présumé et de la continuité du service pour le triage concerné.

CHAPITRE IV. — *Indemnités pour frais de déplacement*

Section 1^{re}. — Indemnité pour frais de tournée

Art. 7. § 1^{er}. Pour ses déplacements de service, le préposé forestier affecté à un triage bénéficie des indemnités suivantes :

- 1^o une indemnité forfaitaire annuelle en lieu et place des frais de parcours et de séjour afférents aux déplacements de service effectués à l'intérieur de leur triage;
- 2^o les frais de parcours réels indemnisés conformément au chapitre I^{er} du titre II du livre IV du Code de la fonction publique wallonne pour tous les déplacements de service en-dehors de leur triage.

§ 2. Le montant de l'indemnité forfaitaire visée au paragraphe 1^{er} est fixé pour chaque triage conformément à l'article 9.

L'indemnité forfaitaire est payée sur présentation d'une déclaration de créance mensuelle. Elle est payée par jour effectivement presté, à concurrence d'un 220^{ième} de l'indemnité annuelle fixée conformément à l'article 9. Le nombre de jours prestés donnant droit au paiement de l'indemnité n'est pas plafonné.

§ 3. Le préposé forestier affecté à un triage complète la colonne du carnet de tournée qui est relative aux déplacements de service en-dehors du triage. Ce registre fait office de livret de course au sens de l'article 529 du Code de la Fonction publique wallonne.

Sur base du carnet de tournée validé par sa hiérarchie, le préposé forestier affecté à un triage introduit une déclaration de créance mensuelle pour les frais de déplacements en-dehors du triage.

Art. 8. Dans les limites du présent chapitre, le présent arrêté vaut autorisation annuelle d'utiliser, pour les besoins du service, un véhicule motorisé personnel conformément à l'article 530 du Code de la Fonction publique wallonne.

Art. 9. Le montant de l'indemnité forfaitaire prévue à l'article 7, § 1^{er}, est calculé pour chaque triage en fonction des caractéristiques spécifiques de celui-ci.

Chacune des spécificités d'un triage équivaut au nombre de points suivants :

- 1° par hectare de bois bénéficiant du régime forestier : 2,5 points;
- 2° par bloc de bois bénéficiant du régime forestier : 15 points;
- 3° par hectare de réserve naturelle domaniale : 1,2 point;
- 4° par hectare de bois privés, réserves naturelles agréées, parcs naturels et zones d'intérêt biologique, en ce compris celles situées sur un domaine militaire : 0,10 point;
- 5° par hectare de surface résiduelle : 0,08 point;
- 6° par kilomètre de rive de :
 - a) cours d'eau navigables et flottables et cours d'eau de première catégorie : 3 points;
 - b) cours d'eau de 2^e et 3^e catégories : 1 point;
- 7° par kilomètre de projection Nord-Sud et Est-Ouest du contour du triage ou des surfaces distinctes constituant le triage : 20 points.

Le nombre de points attribué à chaque triage est établi au plus tard le 15 décembre par le chef de cantonnement, en comparaison de la situation de l'année antérieure. La situation mise à jour est visée par le préposé forestier concerné et validée par le directeur.

Chaque point correspond à un montant de 1,06 euro.

Conformément à l'article 531 du Code de la Fonction publique wallonne, ce montant est augmenté annuellement au 1^{er} juillet d'une fraction dont le numérateur est l'indice des prix à la consommation du mois de mai de l'année en cours et le dénominateur l'indice des prix à la consommation du mois de mai de l'année précédente; le résultat obtenu est établi jusqu'à la quatrième décimale inclusivement.

Section 2. — Indemnité d'éloignement

Art. 10. Pour ses déplacements domicile - lieu de travail, l'ouvrier forestier domanial bénéficie d'une indemnité forfaitaire d'éloignement, qui est fixée en fonction de la distance entre son domicile et le point logistique de ralliement auquel il est rattaché, conformément au tableau suivant :

Distance (aller-retour)	Montant
De 10 à 14,9 km	2,33 euros
De 15 à 19,9 km	3,18 euros
De 20 à 24,9 km	4,21 euros
De 25 à 29,9 km	4,90 euros
De 30 à 34,9 km	6,03 euros
De 35 à 39,9 km	6,97 euros
De 40 à 44,9 km	7,89 euros
De 45 à 49,9 km	8,83 euros
50 km et au-delà	9,75 euros

Conformément à l'article 531 du Code de la Fonction publique wallonne, le montant de l'indemnité forfaitaire est augmenté annuellement au 1^{er} juillet d'une fraction dont le numérateur est l'indice des prix à la consommation du mois de mai de l'année en cours et le dénominateur l'indice des prix à la consommation du mois de mai de l'année précédente; le résultat obtenu est établi jusqu'à la quatrième décimale inclusivement.

L'indemnité forfaitaire est payée sur présentation d'une déclaration de créance mensuelle. Elle est payée par jour effectivement presté. Le nombre de jours prestés donnant droit au paiement de l'indemnité n'est pas plafonné.

Cette indemnité n'est pas cumulable avec les indemnités prévues aux articles 546 à 559 du Code de la fonction publique wallonne.

CHAPITRE V. — Intérim

Art. 11. § 1^{er}. L'intérim d'un ouvrier en chef de rang D1 est assuré uniquement par un autre ouvrier en chef de rang D1 ou par un ouvrier forestier domanial, de préférence rattaché au même point logistique de ralliement.

Le chef de cantonnement désigne chaque intérimaire sur proposition du brigadier forestier.

Si aucun ouvrier en chef ou ouvrier forestier domanial n'accepte d'assurer l'intérim, le directeur peut imposer en concertation avec le chef de cantonnement et le brigadier forestier un intérim obligatoire de six mois. Sa décision est motivée quant au choix du ou des intérimaires et à la continuité du service.

L'intérim obligatoire peut être prolongé pour une nouvelle période de six mois par une nouvelle décision motivée justifiée quant à la continuité du service.

§ 2. L'intérim d'un préposé forestier affecté à un triage est assuré uniquement par un autre préposé forestier affecté à un triage ou par un brigadier forestier qui était en fonction au 1^{er} décembre 1994, de préférence faisant partie de la même brigade.

Le chef de cantonnement désigne chaque intérimaire sur proposition du brigadier forestier.

Si aucun préposé ou brigadier forestier n'accepte d'assurer l'intérim du triage concerné, le directeur peut imposer en concertation avec le chef de cantonnement et le brigadier forestier un intérim obligatoire de six mois. Sa décision est motivée quant au choix du ou des intérimaires et quant à la continuité du service.

L'intérim obligatoire peut être prolongé pour une nouvelle période de six mois par une nouvelle décision motivée quant à la continuité du service.

§ 3. L'intérim d'un brigadier forestier de rang C1 est assuré uniquement par un autre brigadier forestier de rang C1.

La désignation de l'intérimaire est effectuée par le chef de cantonnement ou le directeur si l'intérimaire est rattaché à un autre cantonnement.

Si aucun brigadier forestier de rang C1 n'accepte d'assurer l'intérim, le directeur peut imposer un intérim obligatoire de six mois. Sa décision est motivée quant au choix de l'intérimaire et quant à la continuité du service.

L'intérim obligatoire peut être prolongé pour une nouvelle période de six mois par une nouvelle décision motivée quant à la continuité du service.

§ 4. L'intérim d'un chef de cantonnement est assuré uniquement par un autre chef de cantonnement ou un directeur, ou à défaut, par un membre du personnel de niveau 1 de la direction concernée titulaire du métier 6 de l'annexe 2 du Code de la Fonction publique wallonne

Le directeur effectue la désignation de l'intérimaire.

§ 5. L'intérim du directeur d'une direction visée à l'article 3, § 3, est assuré uniquement par un autre directeur d'une direction visée à l'article 3, § 3, ou par un chef de cantonnement ou, à défaut, par un membre du personnel de niveau 1 de la direction concernée titulaire du métier 6 visé par l'annexe 2 du Code de la Fonction publique wallonne.

L'inspecteur général du Département de la Nature et des Forêts effectue la désignation de l'intérimaire.

§ 6. Peut uniquement être désigné comme intérimaire, l'agent ou membre du personnel contractuel qui exerce ses prestations à temps plein.

Seul un agent peut être désigné comme intérimaire d'un emploi d'encadrement.

Art. 12. Il est octroyé une allocation aux agents et membres du personnel contractuel du Département de la Nature et des Forêts qui assurent, en application de l'article 11, un intérim cumulatif à l'exercice normal de leur fonction.

L'allocation est due par jour effectivement presté, dès le 1^{er} jour où la charge est exercée.

L'allocation d'intérim est fixée à :

- 1° 4,00 euros pour l'intérim de la fonction d'ouvrier en chef de rang D1;
- 2° 4,96 euros pour l'intérim de la fonction de préposé forestier affecté à un triage;
- 3° 7,44 euros pour l'intérim de la fonction de brigadier forestier dans le cas visé à l'article 4, § 2;
- 4° 8,68 euros pour l'intérim de la fonction de brigadier forestier de rang C1;
- 5° 9,92 euros pour l'intérim de la fonction de chef de cantonnement;
- 6° 10,54 euros pour l'intérim de la fonction de directeur.

Dans le cas mentionné à l'alinéa 3, 3°, le montant de l'allocation se cumule, le cas échéant, avec celui prévu pour l'intérim de la fonction de préposé forestier affecté à un triage.

Le montant de l'allocation d'intérim est rattaché à l'indice-pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990 conformément à l'article 514 du Code de la Fonction publique wallonne.

Lorsque plusieurs préposés forestiers sont chargés conjointement de l'intérim d'un même triage, l'allocation visée à l'alinéa 3 est répartie entre les intéressés en proportion des charges imposées à chacun. Le chef de cantonnement établit l'importance de ces charges respectives en concertation avec le brigadier forestier.

Art. 13. Le préposé forestier affecté à un triage qui assure l'intérim d'un autre triage ne bénéficie pas de l'indemnité forfaitaire visée à l'article 7, § 1^{er}, 1°, pour le triage dont il assure l'intérim, mais est soumis au régime des frais de parcours et de séjour indemnisés sur base de l'article 7, § 1^{er}, 2°, pour les déplacements de service effectués dans le cadre de l'intérim.

Art. 14. Les sommes dues en vertu du présent chapitre sont payées par jour effectivement presté, et sont liquidées mensuellement sur présentation d'une déclaration de créance.

CHAPITRE VI. — *Dispositions modificatives et abrogatoires*

Section 1^{re}. — Dispositions modificatives

Art. 15. Dans l'article 1^{er}, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 1998 relatif à l'indemnisation des dommages causés par certaines espèces animales protégées, les mots « au sens de l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 1997 relatif aux fonctionnaires de l'Administration forestière » sont remplacés par les mots « au sens de l'article 3, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 septembre 2015 relatif aux dispositions spécifiques applicables au Département de la Nature et des Forêts ».

Art. 16. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 février 2003 relatif à l'uniforme des fonctionnaires de l'administration forestière sont apportées les modifications suivantes :

1° l'article 1^{er} est remplacé comme suit :

« Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux agents et membres du personnel contractuel de l'administration forestière visés à l'article 1^{er}, 1° à 5°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 septembre 2015 relatif aux dispositions spécifiques applicables au Département de la Nature et des Forêts, ci-après nommés « personnel forestier »;

2° à l'article 3, les mots « de la Division de la Nature et des Forêts » sont remplacés par les mots « du Département de la Nature et des Forêts »;

3° à l'article 4, les mots « Le personnel forestier assistant » sont remplacés par les mots « L'agent visé à l'article 1^{er} qui assiste »;

4° à l'article 5, les mots « fonctionnaires de l'Administration forestière » sont remplacés par les mots « agents visés à l'article 1^{er} qui sont »;

5° à l'article 7, les mots « Ministère de la Région wallonne, Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, pour la Division de la Nature et des Forêts, » sont remplacés par les mots « Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, pour le Département de la Nature et des Forêts, »;

6° l'article 8 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. Le directeur général de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement arrête le règlement de gestion et de fonctionnement du bureau de la masse d'habillement ainsi que le catalogue de la masse d'habillement. Ce catalogue peut comporter, dans la partie relative à la tenue de service, des accessoires non-vestimentaires qui sont utiles à la fonction sans être obligatoires, et dont l'acquisition est encouragée. »;

7° l'article 9 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. Les agents visés à l'article 1^{er} qui sont astreints au port de l'uniforme reçoivent, lors de leur nomination, une dotation de départ dont le contenu est fixé par le Ministre. Les préposés forestiers statutaires, les chefs de cantonnement et les directeurs des directions visées à l'article 3, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 septembre 2015 relatif aux dispositions spécifiques applicables au Département de la Nature et des Forêts reçoivent annuellement un crédit de vingt mille points et les autres agents reçoivent annuellement un crédit de dix mille points, pour compléter leur uniforme et acquérir des accessoires. »;

8° l'article 10 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. Les membres du personnel contractuel visés à l'article 1^{er} qui sont astreints au port de l'uniforme ont accès uniquement aux éléments du catalogue qui composent la tenue de service et la tenue de travail.

Ils reçoivent, lors de leur entrée en fonction, les éléments de la tenue de service qui sont prévus dans la dotation de départ visée à l'article 9. Ils reçoivent un crédit de dix mille points annuellement à la date anniversaire de leur entrée en fonction pour compléter leur uniforme et acquérir des accessoires. »;

9° à l'article 11, les mots « Les Ministres fixent » sont remplacés par les mots « Le directeur général de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement fixe »;

10° à l'article 12, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « d'autres Divisions du Ministère » sont remplacés par les mots « d'autres Départements de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement »;

b) les mots « La Division du bénéficiaire » sont remplacés par les mots « Le Département du bénéficiaire »;

11° dans le chapitre III, section première, de l'annexe, sont apportées les modifications suivantes :

a) aux points C, b), D, b) et E, b), les mots « affectés à un triage » sont chaque fois remplacés par les mots « affecté à un triage ou à une brigade ou nommé avant le 1^{er} décembre 1994 comme brigadier forestier »;

b) aux points C, c), D, c) et E, c), les mots « non affectés à un triage » sont chaque fois remplacés par les mots « non affecté à un triage ou une brigade ».

Art. 17. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 janvier 2009 portant exécution des articles 38, 39 et 43 du Code forestier est abrogé.

Art. 18. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2013 relatif à l'uniforme des agents du Département de la Police et des Contrôles et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 novembre 2007 relatif à l'uniforme des agents de l'Unité de Répression des Pollutions, les mots « à l'exception de ceux soumis à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 février 2003 relatif à l'uniforme de l'administration forestière, » sont abrogés.

Section 2. — Dispositions abrogatoires

Art. 19. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 4 décembre 1974 relatif au recrutement des préposés forestiers;

2° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 juin 1986 réglant l'octroi d'allocations d'intérim et d'indemnités pour frais de séjour à certains membres du personnel des services extérieurs du Service Forêts, Chasse, Pêche de l'Inspection générale de l'Environnement et des Forêts du Ministère de la Région wallonne, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007;

3° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 octobre 1989 fixant les conditions particulières d'aptitude physique requises des candidats au grade d'agent technique des Eaux et Forêts;

4° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 mai 1993 portant des dispositions administratives et pécuniaires applicables aux ouvriers forestiers domaniaux, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001;

5° l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 1997 relatif aux fonctionnaires de l'Administration forestière, modifié en dernier lieu par l'arrêté du gouvernement wallon du 12 décembre 2013;

6° l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 novembre 1998 réglant l'octroi d'une indemnité pour frais de tournée à certains fonctionnaires de l'administration forestière, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2001;

7° l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 octobre 2006 octroyant une allocation de fonction aux brigadiers forestiers, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 septembre 2008.

Art. 20. Les arrêtés du Gouvernement wallon et arrêtés ministériels fixant les circonscriptions forestières qui sont antérieures au 1^{er} janvier 2014, sont abrogés.

Seule subsiste la cartographie des circonscriptions forestières telle qu'arrêtée depuis le 1^{er} janvier 2014 par le directeur général de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement.

CHAPITRE VII. — Dispositions transitoires et finales

Art. 21. Par dérogation à l'article 2, § 2, alinéa 2, les préposés forestiers de niveau D qui sont affectés à un triage à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté conservent leur fonction.

Art. 22. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 3, § 1^{er}, 2° et 3°, le cantonnement groupe de deux à quatre brigades, groupant chacune trois à huit triages, aussi longtemps que n'ont pas été attribués une première fois les deux emplois d'encadrement de rang C1 prévus pour ledit cantonnement.

§ 2. Dans le cas visé au paragraphe 1^{er}, la fonction de brigadier forestier pour la ou les brigades dont l'emploi d'encadrement de rang C1 n'est pas encore attribué, est exercée par :

1° en priorité, les brigadiers forestiers qui étaient en fonction au 1^{er} décembre 1994;

2° à défaut, le préposé forestier affecté à un triage de la brigade concernée, titulaire du grade le plus élevé et dont l'évaluation est positive.

Si plusieurs préposés forestiers satisfont aux conditions de l'alinéa 1^{er}, 2°, la fonction de brigadier forestier est exercée par :

1° le membre du personnel statutaire dont l'ancienneté de rang est la plus grande;

2° à égalité d'ancienneté de rang, le membre du personnel statutaire dont l'ancienneté de service est la plus grande;

3° à égalité d'ancienneté de rang et de service, le membre du personnel statutaire le plus âgé.

Art. 23. Les articles 5 et 6 s'appliquent aux agents visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, entrés en fonction ou nouvellement affectés en triage à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 24. Par dérogation à l'article 12, § 3, dans le cas visé à l'article 22, l'intérim de la fonction de brigadier forestier peut être assurée par un brigadier forestier qui était en fonction au 1^{er} décembre 1994 ou par un préposé forestier affecté à un triage, en respectant la règle prévue à l'article 22, § 2.

Art. 25. Les indemnités visées à l'article 7, § 1^{er}, 1°, et à l'article 10, sont augmentées conformément à l'article 531 du Code de la Fonction publique wallonne pour la première fois le 1^{er} juillet 2016.

Art. 26. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2015.

Art. 27. Le Ministre de la Fonction publique et le Ministre de la Nature sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 septembre 2015.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/204493]

17. SEPTEMBER 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung über die auf die Abteilung Natur und Forstwesen anwendbaren spezifischen Bestimmungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87 § 3, ersetzt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014 betreffend die Sechste Staatsreform;

Aufgrund des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch, Artikel 3 Ziffer 1, abgeändert durch das Dekret vom 27. Oktober 2011, und Artikel 56;

Aufgrund des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes vom 18. Dezember 2003, Artikel 506 und 509;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 4. Dezember 1974 über die Anwerbung der Forstbediensteten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. Juni 1986 zur Regelung der Gewährung von Interimszulagen und Vergütungen für Aufenthaltskosten zugunsten gewisser Mitglieder des Personals der Außendienststellen des Forst-, Jagd- und Fischereidienstes der Generalinspektion für Umwelt und Forstwesen des Ministeriums der Wallonischen Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. Oktober 1989 zur Festsetzung der besonderen Bedingungen der erforderlichen körperlichen Eignung für das Dienstgrad eines technischen Bediensteten der Gewässer und Forstverwaltung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Mai 1993 über die für die domanialen Forstarbeiter geltenden Verwaltungs- und Besoldungsbestimmungen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. April 1997 über die Beamten der Forstverwaltung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 1998 über die Entschädigung für durch bestimmte geschützte Tierarten verursachte Schäden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. November 1998 zur Regelung der Gewährung einer Vergütung für Dienstreisekosten an bestimmte Beamte der Forstverwaltung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Februar 2003 über die Uniform der Beamten der Forstverwaltung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Oktober 2006 zur Gewährung einer Amtszulage an die Hauptförster;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Januar 2009 zur Durchführung der Artikel 38, 39 und 43 des Forstgesetzbuches;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. März 2013 über die Uniform der Bediensteten der Abteilung Polizei und Kontrollen und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. November 2007 über die Uniform der Bediensteten der Einheit zur Bekämpfung der Umweltverschmutzung;

Aufgrund des am 23. März 2015 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 30. April 2015 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des am 30. April 2015 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 26. Juni 2015 abgeschlossenen Verhandlungsprotokolls Nr. 675 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 3. September 2015;

Aufgrund des am 19. August 2015 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 57.834/2/V des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für den öffentlichen Dienst und des Ministers für Natur;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Bezeichnung des durch den vorliegenden Erlass betroffenen Personals*

Artikel 1 - Betroffen durch den vorliegenden Erlass sind die folgenden Bediensteten und Vertragspersonalmitglieder der Abteilung Natur und Forstwesen der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie:

1° der Generalinspektor und die Direktoren;

2° die Attachés und ersten Attachés, die Inhaber des Berufs 6 im Sinne von Anhang 2 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes sind;

3° die Graduierten, Hauptgraduierten und ersten Graduierten, die Inhaber des Berufs 57 im Sinne von Anhang 2 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes sind;

4° die Assistenten, Hauptassistenten und ersten Assistenten, die Inhaber des Berufs 72 im Sinne von Anhang 2 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes sind;

5° die qualifizierten Beigeordneten, Hauptbeigeordneten und ersten Beigeordneten, die einem Revier der Abteilung Natur und Forstwesen zugewiesen und Inhaber des Berufs 85 im Sinne von Anhang 2 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes sind;

6° die qualifizierten Beigeordneten, Hauptbeigeordneten und ersten Beigeordneten, die Inhaber des Berufs 77 im Sinne von Anhang 2 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes sind;

Art. 2 - § 1. Als Ingenieure der Fachrichtung Natur und Forstwesen im Sinne von Artikel 3 Ziffer 1 des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch, ebenfalls "Forstbeamte" genannt, gelten die Bediensteten und Vertragspersonalmitglieder der Abteilung Natur und Forstwesen, die in Artikel 1 Absatz 1 Ziffer 1 und 2 erwähnt sind.

§ 2. Als Beauftragte der Fachrichtung Natur und Forstwesen im Sinne von Artikel 3 Ziffer 1 des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch, ebenfalls "Forstbedienstete" genannt, gelten die Bediensteten und Vertragspersonalmitglieder der Abteilung Natur und Forstwesen, die in Artikel 1 Absatz 1 Ziffer 3°, 4° und 5° erwähnt sind.

Als Forstbedienstete, die einem Revier der Abteilung Natur und Forstwesen zugewiesen werden, können die Forstbediensteten der Stufe C gelten.

Als Hauptförster gelten die Forstbediensteten, die eine Führungsstelle im Dienstrang C1 innehaben.

Gemäß Artikel 56 Absatz 3 des Forstgesetzbuches gelten die Forstbediensteten als Förster für die Bestimmungen, die ihnen ein spezifisches Statut anerkennen.

Die Bediensteten und Vertragspersonalmitglieder der Anti-Wilddieberei-Einheit der Direktion der Bekämpfung der Wildddieberei und der Ahndung der Verschmutzungen der Abteilung Polizei und Kontrollen der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie werden für die Ermittlung und Feststellung der Verstöße gegen das Feldgesetzbuch, das Forstgesetzbuch, das Gesetz vom 28. Februar 1882 über die Jagd und das Gesetz vom 1. Juli 1954 über die Flussfischerei und für die Anwendung von Absatz 4 den Beauftragten der Fachrichtung Natur und Forstwesen, ebenfalls "Forstbedienstete" genannt, gleichgestellt.

§ 3. Als domaniale Forstarbeiter gelten die Bedienstete und Vertragspersonalmitglieder der Abteilung Natur und Forstwesen, die in Artikel 1 Absatz 1 Ziffer 6 erwähnt sind.

Als Chefarbeiter gelten die domanialen Forstarbeiter, die eine Führungsstelle im Dienstrang D1 innehaben.

KAPITEL II — *Organisation der Forstbezirke*

Art. 3. § 1. Die Forstbezirke sind:

1° das Revier;

2° die Brigade, die vier bis acht Reviere umfasst;

3° das Forstamt, das neun bis vierzehn Reviere umfasst, die in zwei Brigaden verteilt sind;

4° die Direktion, die wenigstens vier Forstämter umfasst.

§ 2. Die Anzahl Forstbezirke wird wie folgt festgelegt:

1° Reviere: 390;

2° Brigaden: 66;

3° Forstämter: 33;

4° Direktionen: 8.

§ 3. Die Grenzen der Direktionen werden wie folgt festgelegt:

1° Direktion Arlon: Forstämter Arlon, Florenville, Habay-la-Neuve und Virton;

2° Direktion Dinant: Forstämter Beauraing, Bièvre, Dinant und Rochefort;

3° Direktion Lüttich: Forstämter Aywaille, Lüttich, Spa und Verviers;

4° Direktion Malmedy: Forstämter Büllingen, Elsenborn, Eupen, Malmedy und Sankt Vith;

5° Direktion Marche: Forstämter La Roche-en-Ardenne, Marche-en-Famenne, Nassogne und Vielsalm;

6° Direktion Mons: Forstämter Chimay, Mons, Nivelles und Thuin;

7° Direktion Namur: Forstämter Couvin, Namur, Philippeville und Viroinval;

8° Direktion Neufchâteau: Forstämter Bouillon, Libin, Neufchâteau und Saint-Hubert.

Die detaillierte Kartographie der Reviere, Brigaden, Forstämter und Direktionen wird durch den Generaldirektor der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt angenommen.

Art. 4. § 1. Es wird eine jährliche pauschale Amtszulage:

1° den Hauptförstern, die am 1. Dezember 1994 im Amt waren, bis zu ihrem Ruhestand;

2° den in Artikel 1 Ziffer 4° und 5° erwähnten Forstbediensteten, die das Amt eines Hauptförsters in Anwendung von Artikel 4 § 2, Absatz 1 Ziffer 2° ausüben, für den Zeitraum, in dem sie dieses Amt ausüben, gewährt.

§ 2 - Der Betrag der Zulage wird auf 1785,6 Euro festgelegt. Dieser Betrag ist gemäß der in Artikel 514 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes vorgesehenen Regel an den Schwellenindex 138,01 vom 1. Januar 1990 gebunden.

Die Zulage wird in monatlichen Zwölfteilen mit dem Gehalt des zweiten Monats nach dem Monat, auf den sie sich bezieht, ausgezahlt.

Der Betrag dieser Zulage wird um 1/20 pro nicht geleisteten Werktag gekürzt, mit Ausnahme der jährlichen Urlaubstage, der Ausgleichsurlaubstage, der Urlaubstage zum Ausgleich eines Feiertages, der Tage, für die eine Befreiung vom Dienst gewährt wurde und der Gewerkschaftsurlaubstage.

KAPITEL III — Fristen für die Eingriffe

Art. 5 - Im Falle eines Eingriffs während der normalen Arbeitszeiten oder während der Bereitschaftsdienstzeiten muss der einem Forst- und Fischfangrevier angehörende Forstbedienstete imstande sein können, irgendwelchen Ort des Reviers innerhalb einer Frist von 40 Minuten operationell zu erreichen.

Bei den einem Revier angehörenden Forstbediensteten, die ihren Wohnort in ihrem Revier haben, wird davon ausgegangen, dass die durch Absatz 1 festgelegte Pflicht erfüllt ist.

Art. 6 - § 1. Die in Artikel 5 festgelegte Pflicht findet nach der Probezeit oder im Falle einer Änderung der Dienststelle spätestens 6 Monate nach dem Dienstantritt des Forstbediensteten Anwendung.

§ 2. Wenn nach seinem Dienstantritt ein einem Revier angehörender Forstbediensteter nicht imstande ist bzw. sein wird, die in Artikel 5 festgelegte Pflicht einzuhalten, so benachrichtigt er seinen Forstamtschef und reicht gleichzeitig beim Generalsekretär des öffentlichen Dienstes der Wallonie einen begründeten Abweichungsantrag ein.

Der Generalsekretär des öffentlichen Dienstes der Wallonie arbeitet im Einvernehmen mit der Abteilung Natur und Forstwesen und befindet über die Modalitäten der Durchführung der Abweichung innerhalb einer Frist, die einen Monat nicht überschreitet. Der Beschluss wird angesichts der vermuteten Frist des Eingriffs und der Kontinuität des Dienstes für das betroffene Revier begründet.

KAPITEL IV — Vergütungen für Fahrtkosten

Abschnitt 1 — Vergütung für Dienstfahrtkosten

Art. 7. § 1. Für seine Dienstfahrten genießt der einem Revier angehörende Forstbedienstete die folgenden Vergütungen:

1° eine jährliche Pauschalvergütung anstatt der Dienstfahrt- und Aufenthaltskosten für die Dienstfahrten innerhalb des Reviers;

2° die tatsächlichen Dienstfahrtkosten, die gemäß Kapitel I von Titel II von Buch IV des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes für alle Dienstfahrten außerhalb ihres Reviers entschädigt werden.

§ 2. Der Betrag der in § 1 erwähnten Pauschalvergütung wird gemäß Artikel 9 für jedes Revier festgelegt.

Die Pauschalvergütung wird auf Vorlage einer monatlichen Forderungsanmeldung gezahlt. Sie wird je tatsächlich geleisteten Tag bis zu einem 220^{tel} der gemäß Artikel 9 festgelegten jährlichen Vergütung gezahlt. Die Anzahl geleisteter Tage, die Anspruch auf die Zahlung der Vergütung geben, ist nicht begrenzt.

§ 3. Der einem Revier angehörende Forstbedienstete füllt die Spalte des Dienstbuchs aus, die sich auf die Dienstfahrten außerhalb des Reviers beziehen. Dieses Register gilt als Fahrtenbuch im Sinne von Artikel 529 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes.

Auf der Grundlage des von seiner Hierarchie gebilligten Dienstbuchs reicht der einem Revier angehörende Forstbedienstete eine monatliche Forderungsanmeldung für die Dienstfahrten außerhalb des Reviers ein.

Art. 8. Innerhalb der Grenzen des vorliegenden Kapitels gilt der vorliegende Erlass als jährliche Erlaubnis, um gemäß Artikel 530 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes ein persönliches Kraftfahrzeug zu Dienstzwecken zu benutzen.

Art. 9. Der Betrag der in Artikel 7 § 1 vorgesehenen Pauschalvergütung wird für jedes Revier je nach dessen spezifischen Eigenschaften berechnet.

Jede Spezifität eines Reviers entspricht der folgenden Anzahl Punkte:

1° pro Hektar Wald, das der Forstregelung unterliegt: 2,5 Punkte;

2° pro Block Wald, der der Forstregelung unterliegt: 15 Punkte;

3° pro Hektar domaniales Naturschutzgebiet: 1,2 Punkte;

4° pro Hektar private Wälder, zugelassene Naturschutzgebiete, Naturparke und biologisch wertvolle Gebiete, einschließlich derjenigen, die in einer Militärdomäne gelegen sind: 0,10 Punkte;

5° pro Hektar Restfläche: 0,08 Punkte;

6° pro Kilometer Ufer von:

a) schiffbaren und flößbaren Wasserläufen und Wasserläufen erster Kategorie: 3 Punkte;

b) Wasserläufen der 2. und 3. Kategorien: 1 Punkt;

7° pro Kilometer einer nord-südlichen und ost-westlichen Projektion des Perimeters des Reviers oder der getrennten Flächen, die das Revier bilden: 20 Punkte.

Die Anzahl Punkte, die jedem Revier zugewiesen werden, wird spätestens am 15. Dezember im Vergleich mit der Lage des vorhergehenden Jahres von dem Forstamtleiter festgelegt. Die aktualisierte Lage wird von dem betroffenen Forstbediensteten mit einem Sichtvermerk versehen und von dem Direktor gebilligt.

Jeder Punkt entspricht einem Betrag von 1,06 Euro.

Gemäß Artikel 531 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes wird dieser Betrag jährlich am 1. Juli um einen Bruch erhöht, dessen Zähler der Verbraucherpreisindex des Monats Mai des laufenden Jahres und dessen Nenner der Verbraucherpreisindex des Monats Mai des vorherigen Jahres ist; das erhaltene Ergebnis wird bis zu der vierten Dezimalen einschließlich bestimmt.

Abschnitt 2. — Entfernungsvergütung

Art. 10. Für seine Fahrtkosten vom Wohnsitz zum Arbeitsplatz genießt der domaniale Forstarbeiter eine pauschale Entfernungsvergütung, die unter Berücksichtigung der Entfernung zwischen seinem Wohnsitz und dem logistischen Versammlungsort, an den er gebunden ist, gemäß der folgenden Tabelle bestimmt wird:

Entfernung (hin und zurück)	Betrag
10 bis 14,9 km	2,33 Euro
15 bis 19,9 km	3,18 Euro
20 bis 24,9 km	4,21 Euro
25 bis 29,9 km	4,90 Euro
30 bis 34,9 km	6,03 Euro
35 bis 39,9 km	6,97 Euro
40 bis 44,9 km	7,89 Euro
45 bis 49,9 km	8,83 Euro
50 km und mehr	9,75 Euro

Gemäß Artikel 531 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes wird der Betrag der Pauschalvergütung jährlich am 1. Juli um einen Bruch erhöht, dessen Zähler der Verbraucherpreisindex des Monats Mai des laufenden Jahres und dessen Nenner der Verbraucherpreisindex des Monats Mai des vorherigen Jahres ist; das erhaltene Ergebnis wird bis zu der vierten Dezimalen einschließlich bestimmt.

Die Pauschalvergütung wird auf Vorlage einer monatlichen Forderungsanmeldung gezahlt. Sie wird pro tatsächlich geleisteten Tag gezahlt. Die Anzahl geleisteter Tage, die Anspruch auf die Zahlung der Vergütung geben, ist nicht begrenzt.

Diese Vergütung ist nicht mit den in den Artikeln 546 bis 559 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes vorgesehenen Vergütungen kumulierbar.

KAPITEL V — *Interim*

Art. 11 - § 1. Das Interim eines Chefarbeiters des Dienstranges D1 wird nur von einem anderen Chefarbeiter des Dienstrangs D1 oder von einem domanialem Forstarbeiter, der vorzugsweise an denselben logistischen Versammlungsort gebunden ist, gewährleistet.

Der Forstamtleiter bestellt jeden Vertreter auf Vorschlag des Hauptförsters.

Wenn kein Chefarbeiter oder domanialem Forstarbeiter annimmt, das Interim zu übernehmen, kann der Direktor im gemeinsamen Einvernehmen mit dem Forstamtleiter und dem Hauptförster ein obligatorisches Interim von sechs Monaten auferlegen. Sein Beschluss wird in Bezug auf die Wahl der vertretenden Person(en) und der Kontinuität des Dienstes begründet.

Das obligatorische Interim kann durch einen neuen begründeten Beschluss, der angesichts der Kontinuität des Dienstes gerechtfertigt wird, um einen weiteren Zeitraum von sechs Monaten verlängert werden.

§ 2. Das Interim eines einem Revier angehörenden Forstbediensteten wird ausschließlich von einem anderen einem Revier angehörenden Forstbediensteten oder von einem Hauptförster, der am 1. Dezember 1994 im Amt war, und der vorzugsweise derselben Brigade angehört, gewährleistet.

Der Forstamtleiter bestellt jeden Vertreter auf Vorschlag des Hauptförsters.

Wenn kein Forstbediensteter oder Hauptförster annimmt, das Interim des betroffenen Reviers zu übernehmen, kann der Direktor im gemeinsamen Einvernehmen mit dem Forstamtleiter und dem Hauptförster ein obligatorisches Interim von sechs Monaten auferlegen. Sein Beschluss wird in Bezug auf die Wahl der vertretenden Person(en) und der Kontinuität des Dienstes begründet.

Das obligatorische Interim kann durch einen neuen Beschluss, der angesichts der Kontinuität des Dienstes begründet wird, um einen weiteren Zeitraum von sechs Monaten verlängert werden.

§ 3. Das Interim eines Hauptförsters des Dienstrangs C1 wird nur von einem anderen Hauptförster des Dienstrangs C1 übernommen.

Die Bestellung des Vertreters wird von dem Forstamtleiter oder dem Direktor, wenn der Vertreter einem anderen Forstamt untersteht, vorgenommen.

Wenn kein Hauptförster des Dienstrangs C1 annimmt, das Interim zu übernehmen, kann der Direktor ein obligatorisches Interim von sechs Monaten auferlegen. Sein Beschluss wird in Bezug auf die Wahl der vertretenden Person und der Kontinuität des Dienstes begründet.

Das obligatorische Interim kann durch einen neuen Beschluss, der angesichts der Kontinuität des Dienstes begründet wird, um einen weiteren Zeitraum von sechs Monaten verlängert werden.

§ 4. Das Interim eines Forstamtsleiters wird ausschließlich von einem anderen Forstamtsleiter oder einem Direktor, oder mangels dessen, von einem Personalmitglied der Stufe 1 der betroffenen Direktion, der Inhaber des Berufs 6 des Anhangs 2 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes ist, gewährleistet.

Der Direktor nimmt die Bestellung des Vertreters vor.

§ 5. Das Interim des Direktors einer in Artikel 3 § 3 erwähnten Direktion wird ausschließlich von einem anderen Direktor einer in Artikel 3 § 3 erwähnten Direktion oder von einem Forstamtsleiter oder, mangels dessen, von einem Personalmitglied der Stufe 1 der betroffenen Direktion, der Inhaber des Berufs 6 des Anhangs 2 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes ist, gewährleistet.

Der Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen nimmt die Bestellung des Vertreters vor.

§ 6. Als Vertreter kann nur der Bedienstete oder das Vertragspersonalmitglied bestellt werden, der bzw. das seine Leistungen vollzeitlich ausübt.

Nur ein Bediensteter kann als Vertreter für eine Führungsstelle bestellt werden.

Art. 12 - Es wird eine Zulage an die Bediensteten und Vertragspersonalmitglieder der Abteilung Natur und Forstwesen gewährt, die in Anwendung von Artikel 11 ein Interim zusätzlich zu der normalen Ausübung ihres Amtes gewährleisten.

Die Zulage wird pro tatsächlich geleisteten Tag ab dem 1. Tag, an dem das Amt ausgeübt wird, geschuldet.

Die Interimzulage wird wie folgt festgelegt:

- 1° 4,00 Euro für das Interim des Amtes eines Chefarbeiters des Dienstrangs D1;
- 2° 4,96 Euro für das Interim des Amtes eines einem Revier angehörenden Forstbediensteten;
- 3° 7,44 Euro für das Interim des Amtes eines Hauptförsters in dem in Artikel 4 § 2 erwähnten Fall;
- 4° 8,68 Euro für das Interim des Amtes eines Hauptförsters des Dienstrangs C1;
- 5° 9,92 Euro für das Interim des Amtes eines Forstamtsleiters;
- 6° 10,54 Euro für das Interim des Amtes eines Direktors.

In dem in Absatz 3 Ziffer 3° genannten Fall wird der Betrag der Zulage ggf. mit demjenigen, der für das Interim des Amtes eines einem Revier angehörenden Forstbediensteten kumuliert.

Der Betrag der Interimzulage ist gemäß Artikel 514 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes an den Schwellenindex 138,01 vom 1. Januar 1990 gebunden.

Wenn mehrere Forstbedienstete mit dem Interim für dasselbe Revier gemeinsam beauftragt sind, wird die in Absatz 3 erwähnte Zulage zwischen den Betroffenen proportional zu den Lasten, die einem jeden auferlegt werden, verteilt. Der Forstamtsleiter bestimmt im gemeinsamen Einvernehmen mit dem Hauptförster das Ausmaß dieser Lasten.

Art. 13 - Der einem Revier angehörende Forstbedienstete, der das Interim eines anderen Reviers gewährleistet, genießt die in Artikel 7 § 1 Ziffer 1 erwähnte Pauschalvergütung für das Revier, für welches er das Interim gewährleistet, nicht, sondern ist für seine Dienstfahrten im Rahmen des Interims der Regelung der aufgrund von Artikel 7 § 1 Ziffer 2 entschädigten Dienstfahrten- und Aufenthaltskosten unterworfen.

Art. 14 - Die aufgrund des vorliegenden Kapitels geschuldeten Beträge werden pro tatsächlich geleisteten Tag gezahlt und werden monatlich auf Vorlage einer Forderungsanmeldung ausgezahlt.

KAPITEL VI — Abänderungs- und Aufhebungsbestimmungen

Abschnitt 1 — Abänderungsbestimmungen

Art. 15 - In Artikel 1 Ziffer 4° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 1998 über die Entschädigung für durch bestimmte geschützte Tierarten verursachte Schäden werden die Wörter "im Sinne von Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. April 1997 über die Beamten der Forstverwaltung" durch die Worte "im Sinne von Artikel 3 Ziffer 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. September 2015 über die auf die Abteilung Natur und Forstwesen anwendbaren spezifischen Bestimmungen" ersetzt.

Art. 16 - In dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Februar 2003 über die Uniform der Beamten der Forstverwaltung werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° Artikel 1 wird wie folgt ersetzt:

"Artikel 1 - Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf die Bediensteten und Vertragspersonalmitglieder der Forstverwaltung, die in Artikel 1 Ziffer 1 bis 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. September 2015 über die auf die Abteilung Natur und Forstwesen anwendbaren spezifischen Bestimmungen erwähnt sind, nachstehend "Forstpersonal" genannt." ;

2° in Artikel 3 werden in der französischen Fassung die Wörter "de la Division de la Nature et des Forêts" durch die Wörter "du Département de la Nature et des Forêts" ersetzt;

3° in Artikel 4 werden die Wörter "Das Forstpersonal, das öffentlichen oder privaten Zeremonien in Uniform beiwohnt," durch die Wörter "Der Bedienstete, der öffentlichen oder privaten Zeremonien in Uniform beiwohnt," ersetzt;

4° in Artikel 5 werden die Wörter "Die in den Ruhestand entlassenen Beamten der Forstverwaltung " durch die Wörter "Die in Artikel 1 erwähnten Bediensteten, die in den Ruhestand entlassen sind" ersetzt;

5° In Artikel 7 werden die Wörter "Ministeriums der Wallonischen Region, Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, wird für die Abteilung Natur und Forstwesen" durch die Wörter "öffentlichen Dienstes der Wallonie, Operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, wird für die Abteilung Natur und Forstwesen" ersetzt;

6° Artikel 8 wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 8 - Der Generaldirektor der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt legt die Regelung über die Verwaltung und die Arbeitsweise des mit dem Bekleidungsfonds beauftragten Büros sowie den Katalog des Bekleidungsfonds fest. Dieser Katalog kann in dem Teil über die Dienstuniform Zubehörteile umfassen, das keine Kleider aber dem Dienst nützlich sind, ohne jedoch obligatorisch zu sein, und deren Erwerb gefördert wird." ;

7° Artikel 9 wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 9 - Die in Artikel 1 erwähnten Bediensteten, die zum Tragen der Uniform gezwungen sind, erhalten zum Zeitpunkt ihrer Ernennung eine Anfangsdotation, deren Inhalt vom Minister festgelegt wird. Die statutarischen Forstbediensteten, die Forstamtleiter und die Direktoren der in Artikel 3 § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. September 2015 über die auf die Abteilung Natur und Forstwesen anwendbaren spezifischen Bestimmungen erwähnten Direktionen erhalten jährlich einen Betrag von zwanzigtausend Punkten und die anderen Bediensteten erhalten jährlich einen Betrag von zehntausend Punkten, um ihre Uniform zu ergänzen und um Zubehör zu erwerben." ;

8° Artikel 10 wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 10 - Die in Artikel 1 erwähnten, zum Tragen der Uniform gezwungenen Vertragspersonalmitglieder haben nur Zugang zu den Elementen des Katalogs, die die Dienstuniform und die Arbeitsuniform bilden.

Sie erhalten bei ihrem Dienstantritt die Elemente der Dienstuniform, die in der in Artikel 9 vorgesehenen Anfangsdotation vorgesehen sind. Sie erhalten jährlich am Jahrestag ihres Dienstantritts einen Betrag von zehntausend Punkten, um ihre Uniform zu ergänzen und Zubehör zu erwerben." ;

1° In Artikel 11 werden die Wörter "Die Minister legen" durch die Wörter "Der Generaldirektor der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt legt" ersetzt;

10° In Artikel 12 werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) die Wörter "anderen Abteilungen des Ministeriums" werden durch die Wörter "anderen Abteilungen der Operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt" ersetzt;

b) in der französischen Fassung werden die Wörter "La Division du bénéficiaire" durch die Wörter "Le Département du bénéficiaire" ersetzt;

11° In Kapitel III, Abschnitt 1 des Anhangs werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

a) in den Punkten C, b), D, b) und E, b) werden die Wörter "einem Revier zugeteilt ist" jedes Mal durch die Wörter "einem Revier oder einer Brigade zugeteilt ist oder vor dem 1. Dezember 1994 als Hauptförster ernannt wurde" ersetzt;

b) in den Punkten C, c), D, c) und E, c) werden die Wörter "keinem Revier zugeteilt ist" jedes Mal durch die Wörter "keinem Revier oder keiner Brigade zugeteilt ist" ersetzt.

Art. 17 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Januar 2009 zur Durchführung der Artikel 38, 39 und 43 des Forstgesetzbuches wird aufgehoben.

Art. 18 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. März 2013 über die Uniform der Bediensteten der Abteilung Polizei und Kontrollen und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. November 2007 über die Uniform der Bediensteten der Einheit zur Bekämpfung der Umweltverschmutzung werden die Wörter "mit Ausnahme jener Bediensteten, die dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Februar 2003 über die Uniform der Beamten der Forstverwaltung unterliegen" aufgehoben.

Abschnitt 2 — Aufhebende Bestimmungen

Art. 19 - Es werden aufgehoben:

1° der Königliche Erlass vom 4. Dezember 1974 über die Anwerbung der Forstbediensteten;

2° der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. Juni 1986 zur Regelung der Gewährung von Interimszulagen und Vergütungen für Aufenthaltskosten zugunsten gewisser Mitglieder des Personals der Außendienststellen des Forst-, Jagd- und Fischereidienstes der Generalinspektion für Umwelt und Forstwesen des Ministeriums der Wallonischen Regierung, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. September 2007;

3° der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. Oktober 1989 zur Festsetzung der besonderen Bedingungen der erforderlichen körperlichen Eignung für das Dienstgrad eines technischen Bediensteten der Gewässer und Forstverwaltung;

4° Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Mai 1993 über die für die domanialen Forstarbeiter geltenden Verwaltungs- und Besoldungsbestimmungen, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001;

5° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. April 1997 über die Beamten der Forstverwaltung, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Dezember 2013;

6° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. November 1998 zur Regelung der Gewährung einer Vergütung für Dienstreisekosten an bestimmte Beamte der Forstverwaltung, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. September 2001;

7° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Oktober 2006 zur Gewährung einer Amtszulage an die Hauptförster, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. September 2008.

Art. 20 - Die Erlasse der Wallonischen Regierung und Ministerialerlasse zur Festlegung der Forstbezirke, die vor dem 1. Januar 2014 verabschiedet wurden, werden aufgehoben.

In Kraft bleibt nur die Kartographie der Forstbezirke, so wie sie seit dem 1. Januar 2014 von dem Generaldirektor der Operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt erlassen wurde.

KAPITEL VII — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 21 - In Abweichung von Artikel 2 § 2 Absatz 2 bleiben die Forstbediensteten des Dienstrangs D, die am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses einem Revier zugeteilt sind, im Amt.

Art. 22 - § 1. In Abweichung von Artikel 3, § 1 Ziffer 2 und 3 umfasst das Forstamt zwischen zwei und vier Brigaden, die jeweils zwischen drei bis acht Reviere umfassen. Diese Regelung gilt bis zu dem Zeitpunkt, an dem die beiden Führungsstellen im Dienstrang C1, die für das betreffende Forstamt vorgesehen sind, ein erstes Mal besetzt worden sind.

§ 2. In dem in § 1 erwähnten Fall wird das Amt des Hauptförsters für die Brigade(n), für welche die Führungsstelle des Dienstrangs C1 noch nicht zugeteilt worden ist, ausgeübt:

1° vorzugsweise durch die Hauptförster, die am 1. Dezember 1994 im Amt waren;

2° mangels dessen, durch den einem Revier angehörenden Forstbediensteten der betroffenen Brigade mit dem höchsten Dienstgrad und mit einer positiven Bewertung.

Wenn mehrere Forstbedienstete den Bedingungen von Absatz 1 Ziffer 2 genügen, wird das Amt des Hauptförsters ausgeübt durch:

1° das statutarische Personalmitglied mit dem höchsten Rangalter;

2° bei gleichem Rangalter, das statutarische Personalmitglied mit dem höchsten Dienstalter;

3° bei gleichem Rang- und Dienstalter, das älteste statutarische Personalmitglied.

Art. 23 - Die Artikel 5 und 6 finden Anwendung auf die in Artikel 1 Absatz 1 erwähnten Bediensteten, die ab dem Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses in Dienst getreten oder einem Revier neu zugeteilt worden sind.

Art. 24 - In Abweichung von Artikel 12 § 3 kann in dem in Artikel 22 genannten Fall das Interim des Amtes des Hauptförsters unter Einhaltung der in Artikel 22 § 2 vorgesehenen Regel durch einen Hauptförster, der am 1. Dezember 1994 im Amt war, oder durch einen einem Revier angehörenden Forstbediensteten übernommen werden.

Art. 25 - Die in Artikel 7 § 1 Ziffer 1 und in Artikel 10 genannten Vergütungen werden gemäß Artikel 531 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes zum ersten Mal am 1. Juli 2016 erhöht.

Art. 26 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Oktober 2015 in Kraft.

Art. 27 - Der Minister für den öffentlichen Dienst und der Minister für Natur werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. September 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Sportinfrastrukturen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/204493]

17 SEPTEMBER 2015. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de specifieke bepalingen die van toepassing zijn op het Departement Natuur en Bossen

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014 betreffende de Zesde Staatshervorming;

Gelet op het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, inzonderheid op artikel 3, 1^o, gewijzigd bij het decreet van 27 oktober 2011 en artikel 56;

Gelet op de Waalse Ambtenarencode van 18 december 2003, artikelen 506 en 509;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 december 1974 betreffende de werving van de bosaanstellingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 juni 1986 houdende regeling van de toekenning van interimtoelagen en vergoedingen wegens verblijfskosten aan sommige leden van het personeel van de buitendienst van de Dienst Bossen, Jacht, Riviervisserij van de Algemene Inspectie Leefmilieu en Bossen van het Ministerie van het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 oktober 1989 tot vaststelling van de bijzondere eisen inzake lichamelijke geschiktheid vereist van kandidaten voor de graad van technisch beambte van Waters en Bossen;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 mei 1993 houdende administratieve en geldelijke beschikkingen toepasselijk op de domaniale bosarbeiders;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 april 1997 betreffende de ambtenaren van het Bosbeheer;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 1998 betreffende de vergoeding voor schade die door sommige beschermde diersoorten wordt aangericht;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 november 1998 tot regeling van de toekenning van een vergoeding wegens rondreiskosten aan sommige ambtenaren van het bosbeheer;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 oktober 2006 tot toekenning van een ambtstoelage aan de bosbrigadiers;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 januari 2009 houdende uitvoering van de artikelen 38, 39 en 43 van het Boswetboek;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 maart 2013 betreffende het uniform van de personeelsleden van het "Département de la Police et des Contrôles" (Departement Ordehandhaving en Controles) en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 9 november 2007 betreffende het uniform van de personeelsleden van de "Unité de Répression des Pollutions" (Repressie-eenheid tegen Vervuiling);

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 maart 2015;

Gelet op het advies van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 30 april 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 april 2015;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 675 van het Sectorcomité nr. XVI, gesloten op 26 juni 2015;

Gelet op het rapport van 3 september 2015 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2015 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies 57.834/2/V van de Raad van State van 19 augustus 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Natuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Aanwijzing van het in dit besluit bedoelde personeel

Artikel 1. Bij dit besluit betrokken worden, de volgende personeelsleden en leden van het contractueel personeel van het Departement Natuur en Bossen van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst :

1^o de inspecteur-generaal en de directeurs;

2^o de attachés en de eerste attachés, houder van beroep 6, bedoeld in bijlage 2 bij de Waalse Ambtenarencode;

3^o de gegradueerden, de eerstaanwendend gegradueerden en de eerste gegradueerden, houder van het beroep 57 bedoeld in bijlage 2 bij de Waalse Ambtenarencode;

4^o de assistenten, eerstaanwendend assistenten en eerste assistenten, houder van het beroep 72 bedoeld in bijlage 2 bij de Waalse Ambtenarencode;

5^o de gekwalificeerde adjuncten, hoofdadjuncten en eerste adjuncten, aangesteld bij een bosgebied, houder van het beroep 85 bedoeld in bijlage 2 bij de Waalse Ambtenarencode;

6° de gekwalificeerde adjuncten, hoofdadjuncten en eerste adjuncten, houder van het beroep 77 bedoeld in bijlage 2 bij de Waalse Ambtenarencode.

Art. 2. § 1. De hiernavermelde personen hebben de hoedanigheid van ingenieur voor natuur en bossen in de zin van artikel 3, 1°, van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, hierna "aangestelden van het Bosbeheer" genoemd : de ambtenaren en contractuele personeelsleden van het Departement Natuur en Bossen van artikel 1, eerste lid, 1° en 2°.

§ 2. De hiernavermelde personen hebben de hoedanigheid van aangestelde voor natuur en bossen in de zin van artikel 3, 1°, van het Boswetboek, hierna "aangestelden van het Bosbeheer" genoemd : de personeelsleden en leden van het contractueel personeel van het Departement Natuur en Bossen bedoeld in artikel 1, eerste lid, 3°, 4° en 5°.

De aangestelden van het bosbeheer van niveau C mogen de hoedanigheid van aangestelde van het bosbeheer bij een bosgebied hebben.

De aangestelden van het bosbeheer met een kaderfunctie van rang C1 hebben de hoedanigheid van bosbrigadier.

Overeenkomstig artikel 56, derde lid, van het Boswetboek hebben de aangestelden van het bosbeheer de hoedanigheid van bosbrigadier voor de bepalingen die hen een specifiek statuut toekennen.

De personeelsleden en leden van het contractueel personeel van de Anti-Stroperij Eenheid en van de Verontreinigingsbestrafing van het Departement Ordehandhaving en Controles van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst worden gelijkgesteld met de aangestelden voor natuur en bossen, ook "aangestelden van het bosbeheer" genoemd, voor het onderzoek en de vaststelling van de overtredingen van het Landbouwwetboek, van het Boswetboek, van de jachtwet van 28 februari 1882 en van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisvangst en voor de toepassing van het vierde lid.

§ 3. De personeelsleden en de leden van het contractueel personeel van het Departement Natuur en Bossen bedoeld in artikel 1, eerste lid, 6°, hebben de hoedanigheid van domaniaal bosarbeider.

De domaniale bosarbeiders met een kaderfunctie van rang D1 hebben de hoedanigheid van hoofdwerkman.

HOOFDSTUK II. — *Organisatie van de bosdistricten*

Art. 3. § 1. De bosdistricten zijn :

- 1° het bosgebied;
- 2° de brigade die vier tot acht bosgebieden telt;
- 3° de houtvesterij die vier tot acht bosgebieden telt, die in twee brigades verdeeld worden;
- 4° de directie die minstens vier houtvesterijen telt.

§ 2. Het aantal bosdistricten wordt bepaald als volgt :

- 1° bosgebieden : 390;
- 2° brigades : 66;
- 3° houtvesterijen : 33;
- 4° directies : 8.

§ 3. De grenzen van de directies worden bepaald als volgt :

- 1° Directie Aarlen : Houtvesterijen van Aarlen, Florenville, Habay-la-Neuve en Virton;
- 2° Directie van Dinant : Houtvesterijen van Beauraing, Bièvre, Dinant en Rochefort;
- 3° Directie Luik : Houtvesterijen van Aywaille, Luik, Spa en Verviers;
- 4° Directie Malmedy : Houtvesterijen van Bullange, Elsenborn, Eupen, Malmedy en Sankt-Vith;
- 5° Directie van Marche : Houtvesterijen van La Roche-en-Ardenne, Marche-en-Famenne, Nassogne en Vielsalm;
- 6° Directie van Bergen : Houtvesterijen van Chimay, Bergen, Nijvel en Thuin;
- 7° Directie Namen : Houtvesterijen van Couvin, Namen, Philippeville en Viroinval;
- 8° Directie van Neufchâteau : Houtvesterijen van Bouillon, Libin, Neufchâteau en Saint-Hubert.

De gedetailleerde cartografie van de bosgebieden, brigades, houtvesterijen en directies wordt door de directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu aangenomen.

Art. 4. § 1. Er wordt een jaarlijkse forfaitaire ambtstoelage toegekend aan :

- 1° de bosbrigadiers die op 1 december 1994 in functie waren en, dit, tot hun pensioen;
- 2° de in artikel 1, 4° en 5°, bedoelde aangestelden van het bosbeheer die overeenkomstig artikel 4, § 2, eerste lid, 2°, de functie van bosbrigadier uitoefenen, en dit, voor de periode waarin ze die functie uitoefenen.

§ 2. Het bedrag van de toelage wordt op 1.785,60 euro vastgesteld. Dit bedrag wordt gekoppeld aan het spilindexcijfer 138, 01 van 1 januari 1990 overeenkomstig de regel bedoeld in artikel 514 van de Waalse Ambtenarencode.

De toelage wordt per maandelijkse twaalfden betaald met de wedde van de tweede maand volgend op de maand waarop ze betrekking heeft.

Het bedrag van de toelage wordt per niet-gewerkte werkdag met een twintigste verminderd, met uitzondering van de jaarlijkse vakantieverlofdagen, de recuperatieverlofdagen, de verlofdagen toegekend ter compensatie van een feestdag, de dagen waarvoor een dienstvrijstelling wordt toegekend alsook de vakbondsverlofdagen.

HOOFDSTUK III. — *Termijn van de tussenkomst*

Art. 5. In geval van tussenkomst tijdens de uren van het normaal arbeidsregime of tijdens de beschikbaarheidsdiensten moet de aangestelde van het bosbeheer bij een bos- of visgebied in staat zijn om op operationele wijze om het even welke plaats van het bosgebied binnen een termijn van 40 minuten te bereiken.

De aangestelden van het bosbeheer bij een bosgebied die in hun bosgebied woonachtig zijn, worden geacht te voldoen aan de in het eerste lid bepaalde verplichting.

Art. 6. § 1. De in artikel 5 bepaalde verplichting is van toepassing aan het einde van de stageperiode of uiterlijk 6 maanden na de inwerkingtreding van de aangestelde van het bosbeheer in geval van verandering van bestemming.

§ 2. Wanneer een aangestelde van het bosbeheer bij een bosgebied na zijn indiensttreding niet is staat is of zal zijn om de in artikel 5 bedoelde verplichting na te leven, verwittigt hij zijn houtvester en dient hij tegelijkertijd een gemotiveerde afwijkingsaanvraag bij het secretariaat-generaal van de Waalse Overheidsdienst in.

De secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst pleegt overleg met het Departement Natuur en Bossen en spreekt zich uit over de uitvoeringsmodaliteiten van de afwijking bij een termijn van hoogstens één maand. De beslissing is met redenen omkleed ten opzichte van de voorziene tussenkomsttermijn en van de continuïteit van de dienst voor het betrokken bosgebied.

HOOFDSTUK IV. — Vergoedingen voor reiskosten

Afdeling 1. — Vergoeding voor rondreiskosten

Art. 7. § 1. Voor zijn dienstverplaatsingen geniet de aangestelde van het bosbeheer bij een bosgebied de volgende toelagen :

1° een jaarlijkse forfaitaire toelage in plaats van de reis- en verblijfkosten m.b.t. de dienstverplaatsingen verricht binnen hun bosgebied;

2° de werkelijke reiskosten vergoed overeenkomstig hoofdstuk I, titel II, boek IV van de Waalse Ambtenarencode voor alle dienstverplaatsingen buiten hun bosgebied.

§ 2. Het bedrag van de in § 1 bedoelde forfaitaire toelage wordt overeenkomstig artikel 9 voor elk bosgebied bepaald.

De forfaitaire toelage wordt na voorlegging van een maandelijks schuldvorderingsverklaring betaald. Ze wordt per werkelijk gepresteerd dag betaald ten belope van een 220^{ste} van de jaarlijkse toelage die overeenkomstig artikel 9 wordt bepaald. Het aantal gepresteerd dagen die aanleiding geven tot de bepaling van de toelage wordt niet beperkt.

§ 3. De aangestelde van het bosbeheer bij een bosgebied vult de kolom van het rondreisboekje in die betrekking heeft op de dienstverplaatsingen buiten het bosgebied. Dit register dient als reiswijzer in de zin van artikel 529 van de Waalse Ambtenarencode.

Op grond van het reisboekje bekrachtigd door zijn hiërarchie dient de aangestelde van het bosbeheer bij een bosgebied een maandelijks schuldvorderingsverklaring in voor de kosten van de verplaatsingen buiten het bosgebied.

Art. 8. Binnen de perken van dit hoofdstuk geldt dit besluit als jaarlijkse toelating om voor de noden van de dienst een persoonlijk motorvoertuig te gebruiken overeenkomstig artikel 530 van de Waalse Ambtenarencode.

Art. 9. Het bedrag van de in artikel 7, § 1, bedoelde forfaitaire toelage wordt voor elk bosgebied berekend naar gelang van de specifieke eigenschappen ervan.

Elke van de specificiteiten van een bosgebied is gelijk aan het aantal volgende punten :

1° per hectare bossen die onder het bosstelsel vallen : 2,5 punten;

2° per stuk bossen die onder het bosstelsel vallen : 15 punten;

3° per hectare domaniaal natuurreservaat : 1,2 punt;

4° per hectare privé-bossen, erkende natuurreservaten, natuurparken en gebieden met een biologische waarde met inbegrip van die gelegen op een militair domein : 0,10 punt;

5° per hectare residuele oppervlakte : 0,08 punt;

6° per kilometer oever van :

a) bevaarbare en vlotbare waterlopen en waterlopen van eerste categorie : 3 punten;

b) waterlopen van 2^{de} en 3^{de} categorie : 1 punt;

7° per kilometer projectie Noord-Zuid en Oost-West van de omtrek van het bosgebied of van de aparte oppervlakten waaruit het bosgebied bestaat : 20 punten.

Het aantal punten toegekend voor elk bosgebied wordt uiterlijk op 15 december door de houtvester bepaald in vergelijking met de toestand van het vorige jaar. De bijgewerkte toestand wordt door de betrokken aangestelde van het bosbeheer van een visum voorzien en door de directeur bekrachtigd.

Elk punt stemt overeen met 1,06 euro.

Overeenkomstig artikel 531 van de Waalse Ambtenarencode wordt het bedrag van de kilometervergoeding jaarlijks op 1 juli verhoogd met een breukgetal waarvan de noemer het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand mei van het lopende jaar is en de noemer, het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand mei van het vorige jaar; het verkregen resultaat wordt tot en met de vierde decimaal bepaald.

Afdeling 2. — Verwijderingsvergoeding

Art. 10. Voor zijn verplaatsingen woonplaats-werkplaats geniet de domaniale bosarbeider een forfaitaire verwijderingsvergoeding die naar gelang van de afstand tussen zijn woonplaats en het logistieke verzamelpunt waartoe hij behoort bepaald wordt overeenkomstig volgende tabel :

Afstand (heen en weer)	Bedrag
van 10 tot 14,9 km	2,33 euro
van 15 tot 19,9 km	3,18 euro
Van 20 tot 24,9 km	4,21 euro
Van 25 tot 29,9 km	4,90 euro
Van 30 tot 34,9 km	6,03 euro
Van 35 tot 39,9 km	6,97 euro
Van 40 tot 44,9 km	7,89 euro
Van 45 tot 49,9 km	8,83 euro
50 km en verder	9,75 euro

Overeenkomstig artikel 531 van de Waalse Ambtenarencode wordt het bedrag van de kilometervergoeding jaarlijks op 1 juli verhoogd met een breukgetal waarvan de noemer het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand mei van het lopende jaar is en de noemer, het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand mei van het vorige jaar; het verkregen resultaat wordt tot en met de vierde decimaal bepaald.

De forfaitaire vergoeding wordt na voorlegging van een maandelijks schuldvorderingsverklaring betaald. Ze wordt per werkelijk gepresteerde dag betaald Het aantal gepresteerde dagen die aanleiding geven tot de bepaling van de toelage wordt niet beperkt.

Die vergoeding is niet cumuleerbaar met de vergoeding bedoeld in de artikelen 546 tot 559 van de Waalse Ambtenarencode.

HOOFDSTUK V. — *Interim*

Art. 11. § 1. Het interim van een hoofdwerkman van rang D1 waargenomen door een andere hoofdwerkman van rang D 1 of door een domaniaal bosarbeider die bij voorkeur behoort tot dezelfde logistieke verzamelpunt.

De houtvester wijst elke uitzendpersoneelslid op voorstel van de bosbrigadier aan.

Indien geen hoofdwerkman of domaniaal bosarbeider aanvaardt het interim waar te nemen, kan de directeur in overleg met de houtvester en de bosbrigadier een verplicht interim van zes maanden opleggen. Zijn beslissing is met redenen omkleed wat betreft de keuze van het/de uitzendpersoneelslid/leden en de continuïteit van de dienst.

Het verplichte interim kan voor een nieuwe periode van zes maanden via een met redenen omklede beslissing die wat betreft de continuïteit van de dienst gerechtvaardigd wordt, verlengd worden.

§ 2. Het interim van een aangestelde van het bosbeheer bij een bosgebied wordt enkel waargenomen door een andere aangestelde van het bosbeheer bij een bosgebied of door een bosbrigadier die op 1 december 1994 in functie was en die bij voorkeur tot dezelfde brigade behoort.

De houtvester wijst elke interimaris op voorstel van de bosbrigadier aan.

Indien geen aangestelde of bosbrigadier aanvaardt het interim van het betrokken bosgebied te waarborgen, kan de directeur in overleg met de houtvester en de bosbrigadier een verplicht interim van zes maanden opleggen. Zijn beslissing is met redenen omkleed wat betreft de keuze van het/de uitzendpersoneelslid/leden en de continuïteit van de dienst.

Het verplichte interim kan voor een nieuwe periode van zes maanden via een met redenen omklede beslissing die wat betreft de continuïteit van de dienst gerechtvaardigd wordt, verlengd worden.

§ 3. Het interim van een bosbrigadier van rang C1 wordt alleen door een andere bosbrigadier van rang C1 waargenomen.

De interimaris wordt door de houtvester of door de directeur aangewezen indien de interimaris tot een andere houtvesterij behoort.

Indien geen bosbrigadier van rang C1 aanvaardt het interim te waarborgen, kan de directeur een verplicht interim van zes maanden opleggen. Zijn beslissing is met redenen omkleed wat betreft de keuze van de interimwerknemer en de continuïteit van de dienst.

Het verplichte interim kan voor een nieuwe periode van zes maanden via een met redenen omklede beslissing die wat betreft de continuïteit van de dienst gerechtvaardigd wordt, verlengd worden.

§ 4. Het interim van houtvester wordt alleen door een andere houtvester of een directeur of, in voorkomend geval, door een personeelslid van niveau 1 van de betrokken directie waargenomen.

§ 5. Het interim van de directeur van een in artikel 3, § 3, bedoelde directie wordt alleen waargenomen door een directeur van een in artikel 3, § 3, bedoelde directie of een houtvester of, in voorkomend geval, door een personeelslid van niveau 1 van de betrokken directie, houder van het beroep 6 bedoeld in bijlage 2 van de Waalse Ambtenarencode.

De interimaris wordt door de inspecteur-generaal van het Departement Natuur en Bossen aangewezen.

§ 6. Als interimaris mag alleen aangewezen worden, de ambtenaar of het contractueel personeelslid dat voltijdse prestaties verricht.

Slechts één ambtenaar mag aangewezen worden als interimaris voor een kaderfunctie.

Art. 12. Er wordt een toelage toegekend aan de ambtenaren en de contractuele personeelsleden van het Departement Natuur en Bossen die overeenkomstig artikel 11 naast hun normale uitoefening van hun functie een interim waarborgen.

De toelage wordt per werkelijk gepresteerde dag betaald vanaf de eerste dag waarop de functie wordt uitgeoefend.

De interimtoelage wordt bepaald op :

- 1° 4,00 euro voor het interim van de functie van hoofdwerkman van rang D1;
- 2° 4,96 euro voor het interim van de functie van aangestelde van het bosbeheer bij een bosgebied;
- 3° 7,44 euro voor het interim van de functie van bosbrigadier in het geval bedoeld in artikel 4, § 2;
- 4° 8,68 euro voor het interim van de functie van bosbrigadier van rang C1;
- 5° 9,92 euro voor het interim van de functie van houtvester;
- 6° 10,54 euro voor het interim van de functie van directeur.

In het geval bedoeld in het derde lid, 3°, wordt het bedrag van de toelage, in voorkomend geval, gecumuleerd met het bedrag voorzien voor het interim van de functie van aangestelde van het bosbeheer bij een bosgebied.

Het bedrag van de interimtoelage wordt gekoppeld aan de spilindex 138,01 van 1 januari 1990 overeenkomstig artikel 514 van de Waalse Ambtenarencode.

Wanneer meerdere aangestelden van het bosbeheer gezamenlijk belast zijn met het interim van een ander bosgebied wordt de in het derde lid bedoelde toelagen tussen de betrokkenen verdeeld in verhouding met de lasten die aan elk van hen opgelegd worden. De houtvester bepaalt het belang van deze respectievelijke lasten in overleg met de bosbrigadier.

Art. 13. De aangestelde van het bosbeheer bij een bosgebied die zorgt voor het interim van een ander bosgebied geniet niet de in artikel 7, § 1, 1°, bedoelde toelage voor het bosgebied waar hij het interim waarneemt maar valt onder het stelsel van de reis- en verblijfkosten op grond van artikel 7, § 1, 2° voor de in het kader van het interim verrichte dienstverplaatsingen.

Art. 14. De krachtens dit hoofdstuk verschuldigde sommen worden per werkelijk gepresteerde dag betaald en worden maandelijks na voorlegging van een schuldvorderingsverklaring uitbetaald.

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigings- en opheffingsbepalingen**Afdeling 1. — Wijzigingsbepalingen*

Art. 15. In artikel 1, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 1998 betreffende de vergoeding voor schade die door sommige beschermde diersoorten wordt aangericht worden de woorden " in de zin van artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 17 april 1997 betreffende de ambtenaren van het bosbeheer" vervangen door de woorden "in de zin van artikel 3, 4° van het besluit van de Waalse Regering van 17 september 2015 betreffende de specifieke bepalingen die van toepassing zijn op het Departement Natuur en Bossen".

Art. 16. In het besluit van de Waalse Regering van 13 februari 2003 betreffende het uniform van de ambtenaren van het Bosbeheer worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° artikel 1° wordt vervangen als volgt :

" Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de ambtenaren en contractuele personeelsleden van het in artikel 1, 1° tot 5°, bedoelde bosbeheer van het besluit van de Waalse Regering van 17 september 2015 betreffende de specifieke bepalingen die van toepassing zijn op het Departement Natuur en Bossen, hierna "bospersoneel" genoemd.";

2° in artikel 3 worden de woorden "van de Afdeling Natuur en Bossen" vervangen door de woorden "van het Departement Natuur en Bossen";

3° in artikel 4 worden de woorden "Het bospersoneel dat " vervangen door de woorden "De in artikel 1 bedoelde ambtenaar die";

4° in artikel 5 worden de woorden "ambtenaren van het Bosbeheer" vervangen door de woorden "in artikel 1 bedoelde ambtenaren";

5° in artikel 7 worden de woorden "Ministerie van het Waalse Gewest, Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu" vervangen door de woorden "Waalse Overheidsdienst, Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu voor het Departement Natuur en Bossen,";

6° artikel 8 wordt vervangen als volgt :

"Art. 8. De directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu bepaalt het reglement voor het beheer en de werking van het bureau van het kledingsfonds alsook de catalogoog ervan. Die catalogoog kan in het gedeelte betreffende de dienstkleding, toebehoren die geen kleren zijn maar die, zonder verplicht te zijn, nuttig zijn voor de functie en waarvan de aankoop wordt aangemoedigd.";

7° artikel 9 wordt vervangen als volgt :

"Art. 9. De in artikel 1 bedoelde ambtenaren die een uniform moeten dragen, ontvangen bij hun benoeming een aanvangspremie waarvan de inhoud door de Minister wordt bepaald. De statutaire aangestelden van het bosbeheer, de houtvesters en de directeurs van de in artikel 3, § 3, bedoelde directies van het besluit van de Waalse Regering van 17 september 2015 betreffende de specifieke bepalingen die van toepassing zijn op het Departement Natuur en Bossen krijgen jaarlijks een krediet van twintigduizend punten en de andere ambtenaren krijgen jaarlijks een krediet van tienduizend punten om hun uniform aan te vullen en om toebehoren te kopen.";

8° artikel 10 wordt vervangen als volgt :

"Art. 10. De in artikel 1 bedoelde contractuele personeelsleden die het uniform moeten dragen, hebben alleen toegang tot de elementen van de catalogoog waaruit de dienstkleding en de werkkleding bestaan.

Bij hun indienstneming ontvangen ze de elementen van de dienstkleding die in de in artikel 9 bedoelde aanvangspremie zijn voorzien. Ze ontvangen jaarlijks een krediet van tienduizend punten op de verjaardag van hun indiensttreding om hun uniform aan te vullen en om toebehoren te kopen.";

9° in artikel 11 worden de woorden "vastgelegd door de Ministers" vervangen door de woorden "vastgelegd door de directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu voor het Departement Natuur en Bossen";

10° in artikel 12 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden "met andere Afdelingen van het Ministerie " worden vervangen door de woorden "met andere Departement van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu";

b) de woorden "De Afdeling van de gerechtigde " worden vervangen door de woorden "Het Departement van de gerechtigde";

11° in hoofdstuk III, afdeling 1, van de bijlage, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in punt C, b) worden de woorden "die aangesteld zijn bij een bosgebied" vervangen door de woorden "die aangesteld zijn bij een bosgebied of een brigade of die voor 1 december 1994 benoemd zijn als bosbrigadier » en in de punten D, b) en E, b) worden de woorden "dat aangesteld is bij een bosgebied" vervangen door de woorden "dat aangesteld is bij een bosgebied of een brigade of die voor 1 december 1994 benoemd is als bosbrigadier »

b) in punt C, c), worden de woorden "die niet aangesteld zijn bij een bosgebied " vervangen door de woorden "die niet aangesteld zijn bij een bosgebied of een brigade" en in de punten D, c) en E, c) worden de woorden "dat niet aangesteld is bij een bosgebied " vervangen door de woorden "dat niet aangesteld is bij een bosgebied of een brigade".

Art. 17. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 15 januari 2009 houdende uitvoering van de artikelen 38, 39, 43 van het Boswetboek wordt opgeheven.

Art. 18. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 14 maart 2013 betreffende het uniform van de personeelsleden van het "Département de la Police et des Contrôles" (Departement Ordehandhaving en Controles) en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 9 november 2007 betreffende het uniform van de personeelsleden van de "Unité de Répression des Pollutions" (Repressie-eenheid tegen Vervuiling) worden de woorden "met uitzondering van degene die worden onderworpen aan het besluit van de Waalse Regering van 13 februari 2003 betreffende het uniform van de ambtenaren van het bosbeheer," opgeheven.

Afdeling 2. — Opheffingsbepalingen

Art. 19. Opgeheven worden :

1° l'arrêté royal du 4 décembre 1974 relatif au recrutement des préposés forestiers;

2° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 juni 1986 houdende regeling van de toekenning van interimtoelagen en vergoedingen wegens verblijfkosten aan sommige leden van het personeel van de buitendienst van de Dienst Bossen, Jacht, Riviervisserij van de Algemene Inspectie Leefmilieu en Bossen van het Ministerie van het Waalse Gewest, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 september 2007;

3° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 oktober 1989 tot vaststelling van de bijzondere eisen inzake lichamelijke geschiktheid vereist van kandidaten voor de graad van technisch beambte van Waters en Bossen;

4° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 mei 1993 houdende administratieve en geldelijke beschikkingen toepasselijk op de domaniale bosarbeiders, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001;

5° het besluit van de Waalse Regering van 17 april 1997 betreffende de ambtenaren van het Bosbeheer, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 december 2013;

6° het besluit van de Waalse Regering van 19 november 1998 tot regeling van de toekenning van een vergoeding wegens rondreiskosten aan sommige ambtenaren van het bosbeheer, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2001;

7° het besluit van de Waalse Regering van 12 oktober 2006 tot toekenning van een ambtstoelage aan de bosbrigadiers, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 september 2008.

Art. 20. De besluiten van de Waalse Regering en de ministeriële besluiten tot bepaling van de bosdistricten van vóór 1 januari 2014 worden opgeheven.

Blijft alleen van kracht, de cartografie van de bosdistricten, zoals besloten sinds 1 januari 2014 door de directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangs- en slotbepalingen.*

Art. 21. In afwijking van artikel 2, § 2, tweede lid, behouden de aangestelden van het bosbeheer die bij een bosgebied op de datum van inwerkingtreding aangesteld zijn van dit besluit hun functie.

Art. 22. § 1. In afwijking van artikel 3, § 1, 2° en 3° bestaat het bosgebied uit twee tot vier brigades die elk drie tot acht bosgebieden groeperen, zolang de twee staffuncties van rang C1 die voor genoemd bosdistrict zijn bestemd, niet een eerste keer zijn toegekend.

§ 2. In het in § 1 bedoelde geval wordt de functie van bosbrigadier voor de brigade(s) waarvoor de kaderfunctie van rang C1 nog niet toegekend is, uitgeoefend door :

1° bij voorkeur, de bosbrigadiers die op 1 december 1994 in functie waren;

2° in voorkomend geval, de aangestelde van het bosbeheer bij een bosgebied van de betrokken brigade, houder van de hoogste graad en waarvan de evaluatie positief is.

Indien verschillende aangestelden van het bosbeheer de voorwaarden van het eerste lid, 2°, bedoelde voorwaarden vervullen, wordt de functie van bosbrigadier uitgeoefend door :

1° het statutaire personeelslid waarvan de ranganciënniteit de grootste is;

2° bij gelijke ranganciënniteit, het statutaire personeelslid met de grootste dienstanciënniteit;

3° bij gelijke rang- en dienstanciënniteit, het oudste statutaire personeelslid.

Art. 23. De artikelen 5 en 6 zijn van toepassing op de in artikel 1, eerste lid, bedoelde ambtenaren die vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit in functie zijn getreden of die bij een bosgebied nieuw zijn aangesteld.

Art. 24. In afwijking van artikel 12, § 3, kan het interim van de functie van bosbrigadier in het geval bedoeld in artikel 22 waargenomen worden door een bosbrigadier die op 1 december 1999 in functie was of door een aangestelde van het bosbeheer bij een bosgebied met naleving van de in artikel 22, § 2, bedoelde regel.

Art. 25. De in artikel 7, § 1, 1°, en in artikel 10 bedoelde vergoedingen worden overeenkomstig artikel 531 van de Waalse Ambtenarencode voor de eerste keer op 1 juli 2016 verhoogd.

Art. 26. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2015.

Art. 27. De Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Natuur zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 september 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuren, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/204434]

24 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon réglant la dissolution de comités de remembrement et de comités d'échange dont les opérations sont terminées

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.309 et D.424;

Vu l'arrêté royal du 28 février 1958 instituant le comité de remembrement « Roloux »;

Vu l'arrêté royal du 17 novembre 1978 instituant le comité d'échange « Tournai-Moustier »;

Vu l'arrêté royal du 10 mars 1981 instituant le comité de remembrement « Bovesse »;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu l'arrêté ministériel du 18 mars 1985 instituant le comité de remembrement « Viroinval »;

Vu l'arrêté ministériel du 23 septembre 1985 instituant le comité de remembrement « Corroy-le-Grand »;

Vu l'arrêté ministériel du 2 avril 1986 instituant le comité du remembrement « Luttre »;

Vu l'arrêté ministériel du 20 novembre 1986 instituant le comité du remembrement « Schockville »;

Vu l'arrêté ministériel du 23 mars 1987 instituant le comité de remembrement « Hingeon »;

Vu l'arrêté ministériel du 18 janvier 1988 instituant le comité du remembrement « Trognée »;